

BLOQUONS L'ENGRENAGE

PRENONS
NOTRE AVENIR
EN MAIN

VOTONS
Sud



www.sudptt.org sudptt@sudptt.fr

ÉLECTION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
7 AU 10 DÉCEMBRE 2020

Cette élection au Conseil d'Administration du groupe La Poste, c'est peu de le dire, se déroule dans un contexte tout à fait inédit. L'entreprise est à un tournant. Les précédents plans stratégiques (« Ambition 2015 » de 2010 à 2015, « Conquérir l'avenir » de 2015 à 2020) s'étaient étalés sur cinq années. Cette fois, nous en prenons pour dix ans. Les dirigeants et les actionnaires de l'entreprise ont en effet préparé leur plan de bataille jusqu'en 2030. Il sera donc d'une ampleur sans précédent. Un plan de bataille pour sauver La Poste ? C'est comme cela qu'il nous sera présenté, dans les médias comme dans les communications internes. Mais on n'est surtout pas obligé-e-s de faire confiance à ces médecins de pacotille, surtout quand leurs remèdes sont à l'origine de la maladie !

LA STRATÉGIE DU PIÈRE

Depuis la précédente élection au CA en 2015, les conditions de travail au sein du groupe se sont détériorées à grande vitesse. Après les drames survenus en 2012, une nouvelle vague de suicides a frappé La Poste en 2016. La réponse des dirigeants a été de proposer un accord à la distribution qui, une fois signé, n'a fait qu'amplifier les problèmes. Le nombre d'arrêts maladie par exemple, qui était déjà très élevé, a continué de grimper (4 927 823 journées en 2019 soit 26,5 jours par an par agent). Dans tous les services, dans tous les métiers, les salarié-e-s n'en peuvent plus.

Des syndicats, dont *Sud* PTT, ont à de multiples reprises tiré la sonnette d'alarme. Mais l'État comme la direction du groupe font la sourde

oreille. Les suppressions de postes continuent. 28 611 départs n'ont pas été remplacés depuis 2015. Durant la même période, 20 % des bureaux de poste et 15 % des tournées de facteurs/trices ont disparu. La saignée concerne en réalité l'ensemble des métiers (services financiers, services supports...). Dans le même temps, l'austérité salariale continue, alors que nous sommes parmi les professions les plus mal payées.

Nos patrons nous expliquent qu'il faut se serrer la ceinture, qu'il n'y a pas d'autres solutions pour sauver La Poste, ses emplois et son « modèle social ». Or, outre le fait que le « modèle social » n'existe pas, que les emplois passent à la trappe, l'avenir même de La Poste est en jeu. Si Philippe Wahl et consorts se gargarisent de

la hausse du chiffre d'affaires (CA) pour justifier leur politique, cela tient plus du tour de passe-passe que de l'exposition réaliste de la situation. L'augmentation du Chiffre d'Affaires n'est majoritairement pas liée à une croissance des différentes entités du groupe, mais à l'achat d'entreprises, essentiellement dans le colis à l'international. Un risque potentiel, dans le cas où les entreprises en question ne rapporteraient pas autant que prévu. Quant aux bénéficiaires (2,3 milliards d'euros au premier semestre), ils n'augmentent cette année que par la grâce de l'acquisition des titres de la CNP (3,6 milliards), une opération qui par définition ne se répétera pas.

LA POSTE À L'ÉPREUVE DU COVID

Si le groupe La Poste est donc dans la tourmente, c'est bien à cause des orientations stratégiques de ses dirigeants. C'est dans ce contexte que la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19 est survenue.

Cette situation inédite a cruellement mis en lumière les politiques menées, à l'échelle de la société comme à celle du groupe. Force est de constater que Wahl n'a pas fait mieux au Siège de La Poste que Macron au gouvernement. La gestion de la crise, à base d'incompétence et de mensonges, a été tout aussi catastrophique...

Pendant que le PDG se frottait les mains devant les « formidables opportunités de marché » offertes par la

situation, il envoyait les salarié-e-s de son entreprise au boulot sans masques, ni gel, ni nettoyage des locaux.

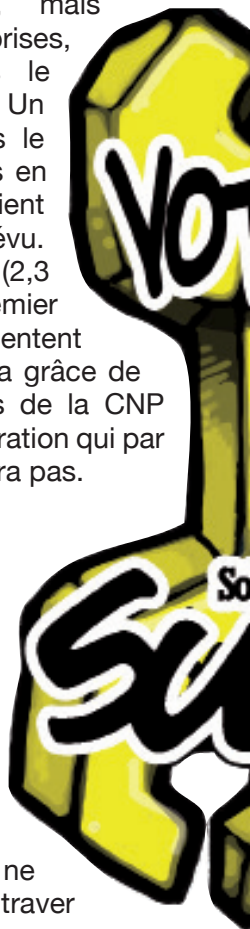
Pour que cela change et qu'un minimum de moyens de protection soient mis en place, il a fallu l'intervention d'équipes syndicales combattives, en particulier de *Sud* : Interpellations des directions à tous les niveaux, communication pour faire connaître à une large échelle ce qui se passait dans la boîte, soutien à l'exercice des droits de retrait, action des CHSCT, assignation de La Poste en référé début avril, etc.

Nous n'avons pas ménagé notre énergie pour que la santé et la sécurité de nos collègues soient un minimum assurées. Tout cela dans un contexte

très difficile, lié non seulement au confinement, mais aussi à l'attitude de directions qui, fidèles à leurs habitudes, ne pensaient qu'à entraver l'action syndicale.

C'est bien la preuve que notre type de syndicalisme, quand bien même certains se plaisent à le dénoncer comme étant stérile, est le plus efficace au quotidien pour les salarié-e-s.

Nous avons agi dans le contexte de la crise sanitaire de la même manière que nous nous opposons aux politiques de nos directions : sans concession, en ayant constamment en tête la défense de la santé et des intérêts de nos collègues.



PRENONS NOTRE AVENIR EN MAIN

DES MESURES D'URGENCE POUR LES POSTIER·E·S

Pour *Sud* PTT, il y a aujourd'hui encore plus de raisons de ne pas lâcher l'affaire. Nos dirigeants, alors même qu'ils sont responsables de la situation, ne perdent pas une seconde pour essayer de se refaire la cerise sur notre dos. Le tour de vis a déjà commencé : suppression des quartiers-lettres le samedi pour les factrices et les facteurs, aucune augmentation de la prime-challenge au colis alors que le trafic explose, zéro intéressement pour l'année prochaine, puisque l'excédent affiché en 2020 lié à l'apport de la CNP ne comptera pas...

L'orientation que nous proposons est simple : elle est l'exact contraire de celle qui nous mène à la catastrophe.

Tout d'abord **un plan d'embauches massif, pour pourvoir les postes vacants dans tous les services**, dans tous les métiers, dans toutes les entreprises du groupe. Ce sont des dizaines de milliers d'emplois dont nous avons besoin pour pouvoir travailler dans de meilleures conditions et assurer

nos missions. Ces embauches devront être pérennes, c'est-à-dire en CDI, pour mettre fin au développement de l'intérim, des CDD, de la sous-traitance, qui conduit à ce que certains de nos collègues soient victimes de statuts au rabais.

Ensuite **une augmentation générale des salaires**. Ceux-ci sont tellement bas dans le groupe qu'il est de plus en plus difficile pour le plus grand nombre d'entre nous de subvenir à nos besoins. Les seuls salaires qui connaissent une augmentation sont ceux des plus hauts cadres, il est grand temps d'y mettre un terme. On pourrait déjà commencer par réorienter les dividendes versés aux actionnaires chaque année, cela représente plus de 1 000 € par an et par agent.

Enfin, **le développement du service public**. La crise sanitaire a montré à quel point les postier·e·s rendaient des services utiles à la population. Nous ne voulons pas d'une multinationale ayant la prétention de jouer dans la cour des grands, nous voulons que chacun·e puisse bénéficier de services de qualité, sans pour cela avoir à payer pour des prestations qui était auparavant gratuites ou à bas prix.

SOCIALISATION DU GROUPE LA POSTE

Utopique ?

Certainement moins que prétendre répondre aux besoins des postier·e·s et de la population en se conformant à la logique du profit maximum. Parce que nous pensons que ces deux logiques sont incompatibles, nous défendons le fait qu'il faut soustraire, et de toute urgence, La Poste aux appétits capitalistes.

Concrètement, **nous revendiquons la socialisation du groupe La Poste**, c'est à dire sa gestion par les salarié·e·s eux-mêmes et les usagers. On nous a répété pendant des semaines combien les activités que nous exerçons sont vitales pour la population.

Nous sommes donc les mieux à même, avec cette dernière, de décider quelles doivent être nos missions et comment

les mener à bien. Pour ce qui est du financement, nul besoin de jouer, comme actuellement, au Monopoly à l'échelle mondiale. Il suffit de prendre l'argent là où il se trouve, dans les profits des entreprises du CAC 40. Ce serait l'occasion pour l'Etat de prendre ses responsabilités au lieu de gaspiller des milliards dans des baisses d'impôts aux entreprises (comme le CICE) ou dans le plan de relance, qui ne profitent qu'aux actionnaires.

Au vu de la situation dans laquelle nous nous trouvons, c'est pour nous non seulement une perspective réaliste, mais aussi plus que nécessaire. Évidemment, le simple fait de glisser un bulletin dans une urne électronique est bien loin d'être suffisant.

Mais en votant *Sud*, vous montrerez que vous voulez un changement radical de cap, et qu'une autre Poste est possible.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION CEST QUOI ?

Le Conseil d'administration est appelé à se prononcer sur les orientations stratégiques, les achats ou reventes d'entreprises et de filiales (quand le prix d'achat dépasse 100 millions d'euros). Il est composé de 21 membres :

- 7 membres élu·e·s par le personnel : actuellement 2 *Sud* (1 homme/1 femme), 2 CGT (1 homme/1 femme), 2 CFDT (2 hommes) et 1 FO (1 homme). Contrairement aux autres, ces administrateurs/trices ne sont pas rémunéré·e·s ;
- 14 membres représentant les actionnaires : 11 choisi·e·s par la Caisse des dépôts et Consignations et 3 choisi·e·s par l'État ;
- Trois censeurs ne pouvant voter, mais participant au débat : deux représentant·e·s des maires et une représentante des usager·e·s.

NOS CANDIDAT.E.S

1 - HUGO REIS ACC23

Chargé de clientèle CF Orléans (45) LBP/SF

2 - NOURA DAMERVAL ACC13

Opératrice Colis ACP Rouen Sud (76) BSCC

3 - NICOLAS GALEPIDES ATGS

Approvisionnement DSF Paris (75) LBP/SF

4 - CARINNE JEAN-GILLES Agent de maîtrise

Comptable Chronopost Paris (75) GEOPOST

5 - FABRICE ALPHONSINE ACC31

Chargé de clientèle Secteur Remire-Montjoly (973) RÉSEAU

6 - RÉGINE TEINTURIER Employée

Distributrice Médiapost Saint-Ave (56) BSCC

7 - LAURENT FOUCHER AESXG

Facteur PDC1 Bar sur Aube (10) BSCC

8 - MARIKA FARGIER ACC31

Conseillère Bancaire Secteur Ruoms (07) RÉSEAU

9 - STÉPHANE MERLE Cadre

Ingénieur Informatique Docaposte Trappes (78) NUMÉRIQUE

10 - NATHALIE CLÉRY ATGS

Chargée de clientèle CF Bordeaux (33) LBP/SF

11 - YANN QUAY-BIZET ACC12

Opérateur Colis ACP Marseille Nord (13) BSCC

LE GROUPE LA POSTE C'EST QUOI ?

La Poste est désormais détenue à 70% par la Caisse des Dépôts et Consignations, dont les administrateurs se soucient peu des considérations sociales et ont plutôt les yeux rivés sur les profits. Le contrôle de l'Etat est passé à 30%. Les administrateurs et administratrices *Sud* et ceux d'une autre organisation syndicale ont été les seul-e-s à voter contre le projet.

👉 **Branche Service Courrier Colis** (11 470 M€ de Chiffre d'Affaires et -1 421 M€ de Résultat d'Exploitation (REX) prévus pour 2020). En 2019, le CA des filiales représentait 25% de celui de la branche contre 11 % en 2018. Elle regroupe l'activité historique du service universel du courrier et du colis, et les secteurs que La Poste cherche à développer: la e-santé (comme Asten Santé), la silver-economy, les économies d'énergie (comme EDE), la distribution des Imprimés Publicitaires via sa filiale MEDIAPOST, le permis de conduire... Si les volumes du courrier ont pris une grosse claque pendant la pandémie, ceux du colis ont connu une croissance importante. Pour *Sud* PTT, c'est l'occasion d'embaucher de manière pérenne car le secteur du colis est largement sous-traité par La Poste.

👉 **Branche Colis Express GEOPOST** (10 439 M d'€ CA et 629 M d'€ de REX prévus pour 2020). Le CA est exclusivement amené par des filiales de colis express comme Chronopost et DPD. C'est la branche la plus présente à l'international et celle qui coûte le plus cher en investissements (2 Milliards d'euros ces trois dernières années). La stratégie de Geopost est construite sur un modèle indigne qui génère ses profits par de la sous-traitance et la précarité de la main d'œuvre. Lorsque les élu-e-s *Sud* interpellent sur ce sujet, il est systématiquement éludé, Geopost rétorquant qu'il s'agit des normes du secteur. *Sud* vote régulièrement contre tous ces projets néfastes pour l'emploi et l'intérêt général.

👉 **Branche Réseau** Avec 3 646 Millions d'euros de chiffre d'affaires et pas de REX présenté, la branche Réseau regroupe la Poste Mobile, les bureaux de poste, la ligne conseil bancaire, des DAST et des directions nationales comme la DSEM. Les directions Outre-Mer sont également rattachées au Réseau. C'est une branche sous pression permanente des impératifs de profits de LBP, qui affiche des déficits chroniques puisque

son chiffre d'affaires est systématiquement reversé aux autres branches. La Poste met tout en œuvre pour la réduire au maximum.

👉 **Branche Banque Postale/Services Financiers** (7727 M d'euros de CA et 4825 M d'euros de REX prévus pour 2020) regroupe La Banque Postale et ses filiales comme la CNP ou La Banque Postale Financement, mais aussi les profits générés par la ligne conseil bancaire du réseau et les centres financiers. Un modèle boiteux et très étonnant avec une filiale donneuse d'ordre de la maison-mère qui crée de profondes inégalités de rémunérations entre « *postiers* » et « *banquiers* » et porte une stratégie de terre brûlée sur le service public et l'accessibilité bancaire.

👉 **Branche Numérique** La Branche numérique (780 M€ de CA et -42 M€ de REX prévus pour 2020) est composée à 100 % de filiales, principalement avec sa Holding DOCAPOST qui traite les chèques des banques, la numérisation et les DATA. La direction postale a pris un retard impressionnant sur ce domaine (sans parler de l'échec cuisant de l'adresse mail laposte.net). Alors que le chiffre d'affaires ne décolle pas dans un secteur en pleine expansion, la stratégie est à revoir. Pour *Sud* La Poste doit être un acteur majeur dans la réduction de la fracture numérique.

Enfin, pour appliquer sa stratégie, La Poste a besoin des directions transverses, qui ne génèrent aucun chiffre d'affaires et sont pourtant essentielles pour l'activité du groupe, comme la comptabilité (DNC), les services RH (DSRH), l'immobilier (Solutions Immobilières et sa filiale Postimmo), etc. Lors de cette mandature, certaines ont payé le prix fort avec la réorganisation SLD (Servir Le Développement) à l'origine de la suppression de nombreux emplois...